Communiqué de Presse

Les propos du Premier ministre sur l'apprentissage et l'expérience des Maisons Familiales Rurales

Le Premier ministre, lundi soir, a annoncé qu'il envisageait de permettre l'entrée en apprentissage dès 14 ans. Ces propos ont déclenché des réactions contrastées. Il y a ceux qui se félicitent de la mesure et ceux qui s'y opposent.
Or, le désespoir vécu par une partie de la jeunesse française, désespoir qui s'est invité bruyamment sur nos postes de télévision et dans nos vies quotidiennes, demande que chacun analyse les problèmes actuels vécus par le pays, au-delà des clivages traditionnels et des polémiques stériles, et apporte, avec humilité, sa contribution à l'édifice.

Le mouvement des Maisons Familiales Rurales a appris, à travers ses propres expériences, qu'en matière de formation les choses ne sont jamais simples.
L'éducation est un subtil équilibre, toujours fragile, entre des notions diamétralement opposées. Des mots comme « *écouter* », « *dialoguer* », « *accompagner* » n'ont de sens que si on offre, en parallèle, « *un cadre qui résiste* », « *des exigences* » pour dire ce qui est intolérable ou indigne. Les verbes « *éloigner /rapprocher* », qui devraient être à la base de tout système éducatif, ne sont efficaces que s'ils sont associés étroitement : *éloigner* du milieu familial et social afin d'acquérir progressivement la distanciation nécessaire à tout homme, *rapprocher* pour éviter les déchirures irrémédiables.
Les Maisons Familiales Rurales savent aussi que les problèmes éducatifs doivent être appréhendés dans leur globalité. Chaque élément ne peut être traité de façon isolée. Par exemple, aucune solution ne pourra être trouvée durablement si une réflexion n'est pas menée, en parallèle, sur la taille des établissements scolaires.

Ainsi, l'expérience des Maisons Familiales Rurales, en matière de formation par alternance, permet de dégager quelques principes de base :

1. **L'apprentissage ne s'improvise pas : il se prépare**

Ce n'est pas tant l'âge d'entrée en apprentissage qui est important que la préparation à ce parcours.
En effet, réussir un apprentissage de qualité avec des adolescents (les apprentis-ingénieurs sont assez grands pour se débrouiller par eux-mêmes) suppose d'organiser une période de formation préalable suffisamment longue (une ou deux années sous statut scolaire) qui permette d'expérimenter, de tâtonner, de découvrir la vie en entreprise et les métiers où stages et séjours à l'école puissent alterner, de réfléchir à son orientation et à son projet, de bénéficier d'une formation générale, d'une initiation pré-professionnelle et technologique…
Comment peut-on demander à une jeune fille ou à un jeune garçon de s'intégrer en quelques jours dans un emploi salarié alors que les adultes mettent plusieurs mois à prendre leurs marques dans un poste de travail ? Il ne faut pas s'étonner que la moyenne nationale des taux de rupture des contrats soit de l'ordre de 25 % ?[(1)]. Evidemment, ce sont les plus démunis, ceux qui ne bénéficient pas d'un environnement capable de les accompagner qui vont être exclus du système, une nouvelle fois. Comment les partenaires sociaux, les élus, les enseignants, les familles peuvent-ils tolérer que l'on envoie ainsi des enfants à un échec prévisible ?
Pourtant, des solutions existent mais elles sont peu développées et rarement encouragées. En 1972, une circulaire de l'Education Nationale crée les classes préparatoires à l'apprentissage (CPA). Depuis 35 ans, l'Etat ne s'y intéresse pas et les a reléguées en marge du système scolaire. En 1993, la loi quinquennale sur l'emploi permet aux régions de

créer des CLIPA (Classe Initiation Pré-professionnelle en Alternance). Certaines d'entre elles s'y sont engagées résolument, d'autres pas.
Depuis des années, les Maisons Familiales Rurales tentent d'expliquer, sans grand succès, que le préapprentissage est un des facteurs déterminants de la réussite car il prépare efficacement à suivre une formation par alternance par la suite. Elles ont été peu entendues jusqu'alors.
Veut-on, et peut-on, continuer longtemps à ignorer cette réalité ?

2. **Les familles ne peuvent pas être absentes de l'école : Elles y tiennent le premier rôle**

L'expérience des Maisons Familiales Rurales souligne aussi l'importance du lien familial. Les parents qui s'adressent pour la première fois à une Maison Familiale, le plus souvent parce que leur fils ou leur fille a choisi d'y rentrer, ne sont pas préparés à jouer un rôle particulier. Ils découvrent, dès les premiers jours et progressivement, qu'ils doivent mettre la main à la pâte : trouver une entreprise d'accueil, régler quotidiennement les questions matérielles liées aux déplacements en stage, à la restauration, voire à l'hébergement… Ils découvrent aussi qu'ils peuvent participer à la vie de la Maison Familiale. Ces familles, représentatives des parents d'aujourd'hui, sont d'abord surprises d'être sollicitées mais prêtes à participer dans l'immense majorité des cas. Elles s'impliquent d'autant plus volontiers qu'elles constatent des changements dans la relation avec leur fils ou leur fille. Le dialogue distendu au cours des années d'adolescence ou crispé par des oppositions ou des incompréhensions se trouve renouvelé par la mise à distance temporaire, résultant de l'internat, par le partage d'expériences vécues ailleurs, en entreprise ou à la Maison Familiale.
N'est-il pas plus facile, pour un père ou une mère, de discuter d'une tâche professionnelle réalisée par son enfant dans la journée que de la note, forcément source de conflit, obtenue au dernier contrôle ?

3. **L'école, seule, ne pourra pas répondre au besoin de reconnaissance sociale des adolescents : il lui faut des partenaires**

Le temps « entre jeunes » encadré par des formateurs, au sein d'une institution scolaire, ne vaut finalement que parce qu'il répond à un autre temps où chaque jeune, en entreprise ou en situation socioprofessionnelle, se retrouve dans un monde d'adultes, où il se sent utile par les activités qu'il réalise, où il grandit par les responsabilités qui lui sont confiées. Ce temps, dans le monde du travail, dans la société civile, est aussi le temps où le jeune vit en famille. Toute l'expérience des Maisons Familiales repose donc sur la manière dont ces temps vont s'épauler mutuellement. Toute l'expérience des MFR repose également sur les adultes qui entourent un jeune – en premier lieu ses parents, mais aussi son maître de stage, ses formateurs – qui vont apprendre progressivement à agir ensemble et non séparément.
Cette dynamique marche d'autant plus que l'environnement de l'élève –forcément singulier- est pris en compte. Elle marche encore davantage parce que le jeune « *agit pour apprendre* », parce qu'il est pris dans un processus où il construit son savoir. L'élève n'est pas uniquement dépendant de l'enseignant. Il prend, petit à petit, à son rythme, de l'autonomie et des responsabilités.
Dans un monde où la source des connaissances est diverse, comment peut-on imaginer encore que l'école, seule, est détentrice du savoir ?

4. **Un système de formation ne s'impose pas : il se choisit**

Les Maisons Familiales ne sont nullement spécialisées pour accueillir des jeunes en difficulté. Une des raisons de leur « succès » repose sur le fait que les jeunes choisissent la Maison Familiale le plus souvent du fait de l'alternance. Il ne s'agit donc pas d'une décision imposée, encore moins d'une sanction comme pourrait l'être l'affectation obligatoire dans un centre de formation d'apprentis. Les Maisons Familiales Rurales accueillent, cependant, chaque année, certains jeunes en rupture avec l'école. Elles ne réussissent pas nécessairement avec tous mais contribuent à remettre en selle la majorité d'entre eux.
Quelles leçons peuvent-elles en tirer ?

Les Maisons Familiales réussissent d'autant mieux qu'elles ne concentrent pas en leur sein des jeunes en rébellion contre le système. Les jeunes qu'elles accueillent sont divers par leurs origines familiales, géographiques, sociales, par leur passé scolaire, par leur niveau d'entrée, par leurs projets. Elles savent qu'il est plus aisé de remettre un jeune dans une dynamique positive à 14 ans qu'à 18 ou 20 ans. Elles constatent que de nombreux jeunes, en opposition à l'école, sont capables de repartir dès lors qu'ils sont mis dans une situation où ils peuvent être actifs et créatifs. Les mêmes jeunes sont d'ailleurs souvent remarqués par les maîtres de stage non pour leurs difficultés mais pour leurs capacités.
Comment chaque adolescent peut-il être reconnu et valorisé par les adultes qui l'entourent ?

Bien évidemment, les Maisons Familiales Rurales n'ont pas la prétention de fournir des solutions aux questions posées par les événements de ces derniers jours. Elles peuvent attester, simplement, à leur niveau, avec d'autres, dans un contexte donné, de ce qui marche ou de ce qui ne marche pas en termes éducatifs.
Il y a aujourd'hui des problèmes qui méritent des échanges approfondis, des analyses sérieuses, une réflexion digne des enjeux, une recherche sans tabou, sans idée préconçue, sans arrière pensée.
Le mouvement des MFR et ses responsables nationaux et locaux s'y emploieront activement.

(1) Il est difficile d'obtenir des chiffres nationaux sur le sujet. Les taux de rupture des contrats dans les CFA des MFR sont de l'ordre de 5 % à 8 %. Dans les MFR de Rhône-Alpes, par exemple, il y avait 1 923 apprentis en 1ère année de formation au 31/12/2003, il en restait 1 850 au 31 mars 2004, soit un taux de rupture de 4 % dans les trois premiers mois qui suivent la signature du contrat.

Pour tout renseignement : Patrick GUES, patrick.gues@mfr.asso.fr,
Responsable de la communication à l'Union Nationale des MFR
Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation
58, rue Notre-Dame de Lorette - 75009 PARIS - www.mfr.asso.fr